

**AGEDEN**

14, avenue Benoît Frachon  
38400 Saint-Martin-d'Hères

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31/12/2021**

## **AGEDEN**

14 Avenue Benoît Frachon

38400 SAINT-MARTIN-D'HERES

<p><b>RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021</b></p>
--

Mesdames, Messieurs les adhérents,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association AGEDEN** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2021**, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 12 mai 2022 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Principes comptables :**

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons été conduits à examiner la régularité des principes comptables décrits dans les notes « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe et la présentation qui en a été faite.

### **Opérations relatives aux subventions octroyées :**

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des opérations de trésorerie, et les opérations relatives aux subventions octroyées et reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association, grâce, à l'examen des procédures mises en place par votre association pour appréhender ces opérations et par l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés entre votre association et ses financeurs.

Nous avons également vérifié l'antériorité des subventions en attente d'encaissement. Dans le cadre de notre mission, nous nous sommes assurés de la réalité de ces subventions, et du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice. Nos travaux ont essentiellement porté sur l'analyse des contrats et des conventions de subventions signés entre votre association et ses financeurs.

Nous nous sommes également assurés que les subventions pluriannuelles sont comptabilisées en totalité au moment de leur octroi et sont réparties dans le temps conformément aux conditions des financeurs. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant l'emploi des subventions reçues et affectées à des projets définis.

### **Vérification du rapport du trésorier et des autres documents adressés aux adhérents**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, qu'elle n'était pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2021 de l'association, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Grenoble, le 13 mai 2022

Pour la SAS AZ CONSULTANTS  
Commissaire aux Comptes



Mounir AROUI



## BILAN ACTIF

			Exercice N, clos le :					
					31/12/2021	31/12/2020		
			Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4		
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	26 624	15 779	10 845	2 101		
		Frais de recherche et de développement						
		Donations temporaires d'usufruit						
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
		Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes							
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	309 671	211 991	97 680	74 025		
		Constructions						
		Installations techniques, matériel et outillage industriels						
		Immobilisations corporelles en-cours						
		Avances et acomptes						
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées					47 605	47 605
Autres titres immobilisés		1 729					1 729	1 729
Prêts								
Autres immobilisations financières		10 140					10 140	5 256
Total (I)			395 769	227 770	167 999	130 716		
ACTIF CIRCULANT	Stocks en cours							
	CRÉANCES	Créances clients, usagers et comptes rattachés	23 812		23 812	35 176		
		Créances reçues par legs ou donations						
		Autres créances	940 327		940 327	698 968		
	DIVERS	V.M.P	87 051		87 051	87 047		
		Instruments de trésorerie						
Disponibilités		392 870		392 870	782 545			
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance		7 127		7 127	2 141		
	Total (II)		1 451 187		1 451 187	1 605 876		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)							
	Primes de remboursement des emprunts (IV)							
	Ecart de conversion actif (V)							
	TOTAL GENERAL (I à V)		1 846 955	227 770	1 619 185	1 736 592		



## BILAN PASSIF

		31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	100 511	100 511
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	680 643	653 843
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	12 602	26 800
	<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>793 757</b>	<b>781 154</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	<b>Total (I)</b>	<b>793 757</b>	<b>781 154</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	<b>Total (II)</b>		
PROVISIONS	Provisions pour risques	49 831	47 378
	Provisions pour charges		
	<b>Total (III)</b>	<b>49 831</b>	<b>47 378</b>
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 341	25 379
	Emprunts et dettes financières divers		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 739	44 802
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	261 139	213 115
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 296	260
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance	431 083	624 503
	<b>Total (IV)</b>	<b>775 598</b>	<b>908 060</b>
	Ecarts de conversion passif (V)		
	<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>1 619 185</b>	<b>1 736 592</b>



## COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2021	31/12/2020
	<b>Nombre de mois de la période</b>	12	12
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	Cotisations	5 880	6 902
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature )		
	Ventes de prestations de service ( dont parrainages 8 707 )	151 826	94 520
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 678 569	1 333 546
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	Contributions financières		
	Autres		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 675	8 520
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	30	0
	<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>1 865 979</b>	<b>1 443 488</b>
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	255 346	180 996
	Aides financières		
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	Impôts, taxes et versements assimilés	101 581	79 037
	Salaires et traitements	1 053 619	825 824
	Charges sociales	415 477	306 535
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	26 681	24 582
	Dotations aux provisions	4 919	2 685
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	2	39
	<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>1 857 625</b>	<b>1 419 699</b>
	<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>8 354</b>	<b>23 790</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	418	1 192
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>418</b>	<b>1 192</b>
	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	44	67
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	<b>Total des charges financières (IV)</b>	<b>44</b>	<b>67</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>374</b>	<b>1 125</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)</b>		<b>8 728</b>	<b>24 915</b>





## COMPTE DE RESULTAT

		31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 792	4 430
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 300
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>	<b>3 792</b>	<b>6 730</b>
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-82	4 844
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>-82</b>	<b>4 844</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		<b>3 874</b>	<b>1 885</b>
(VII)	Participation des salariés aux résultats		
(VIII)	Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>		<b>1 870 190</b>	<b>1 451 410</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>		<b>1 857 588</b>	<b>1 424 610</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>		<b>12 602</b>	<b>26 800</b>

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	Bénévolats	
	Prestations en nature	
	Dons en nature	
	<b>Total</b>	
Charges	Secours en nature	
	Mise à disposition gratuite de biens et services	
	Personnel bénévole	
	Prestations en nature	
	<b>Total</b>	



## Faits caractéristiques

### Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

#### Description de l'objet social, des activités de l'association AGEDEN :

**Objet social** : regroupement de personnes désireuses de participer à la promotion et au développement de la maîtrise frd fluides (énergie, eau) et des énergies renouvelables en Isère sous toutes leurs formes.

**Activités et missions sociales** : échanges et réflexion et documentation, promotion, formation, montage et accompagnement, participation au réseau des acteurs locaux, développement et promotion de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables.

**Moyens mis en oeuvre** : organisation de tables rondes, de séminaires, de groupes de travail, diffusion de documents, organisation de conférences publiques, participations à des manifestations (expositions), actions de formation.

## Annexe COVID-19

### Impacts de l'épidémie sur l'activité de l'entreprise

Conformément aux dispositions du PCG1 sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'association constate que cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact significatif sur son activité.

Une partie du personnel de l'association a été en télétravail lorsque cela était possible, l'autre partie du personnel, actif sur le terrain, a été mis en activité partielle

Des actions prévues en 2021 n'ont pu se réaliser en raison de cette crise sanitaire d'où un impact sur quelques subventions qui ont dû être annulées.

### Evènements significatifs postérieurs à la clôture :

L'association ne relève pas d'impact du covid-19 sur ses comptes actuellement.

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'entité au 31/12/2021 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus.

## Principes, règles et méthodes comptables

### Généralités sur les règles comptables

### Règles et Méthodes Comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles L21-1 à L21-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Les comptes annuels au 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

**Immobilisations :**

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production.

**Amortissements et immobilisations :**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens :

- logiciels	20 % - 25%
- agencements, aménagements installations	10 % - 20%
- matériel et outillage, matériel de transport	20 % - 25%
- matériel de bureau, matériel informatique	25 % - 33%
- mobilier de bureau	10 % - 16,67 %

**Créances :**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Changement de méthode d'évaluation :**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu sur l'exercice.

**Changements comptables liés à un changement de réglementation comptable :**

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenue sur l'exercice.

Immobilisations**Mouvements des immobilisations brutes**

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	15 950	10 674		26 624
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>	<b>15 950</b>	<b>10 674</b>		<b>26 624</b>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	261 264	48 407		309 671
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Total</b>	<b>261 264</b>	<b>48 407</b>		<b>309 671</b>
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations et créances rattachées	47 605			47 605
- Autres titres immobilisés	1 729			1 729
- Prêts				
- Autres immobilisations financières	5 256	4 884		10 140
- Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
<b>Total</b>	<b>54 590</b>	<b>4 884</b>		<b>59 474</b>
<b>Total général</b>	<b>331 804</b>	<b>63 965</b>		<b>395 769</b>



**Mouvements des amortissements**

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	13 850	1 929		15 779
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>	<b>13 850</b>	<b>1 929</b>		<b>15 779</b>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	187 239	24 752		211 991
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Total</b>	<b>187 239</b>	<b>24 752</b>		<b>211 991</b>
<b>Total général</b>	<b>201 089</b>	<b>26 681</b>		<b>227 770</b>

**Mouvements des immobilisations incorporelles**

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 15 950	+ 13 850	+ 2 101
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 10 674		+ 10 674
Dotation de l'exercice		+ 1 929	- 1 929
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 26 624	= 15 779	= 10 846

**Mouvements des immobilisations corporelles**

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 261 264	+ 187 239	+ 74 025
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 48 407		+ 48 407
Dotation de l'exercice		+ 24 752	- 24 752
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 309 671	= 211 991	= 97 680

**Mouvements des immobilisations financières**

Désignation	Montant
Valeur au début de l'exercice	+ 54 590
Acquisitions	+ 4 884
Cessions, mises hors service, ou diminutions	-
Valeur en fin d'exercice	= 59 474

**Echéances des immobilisations financières**

Désignation	Montant
Total des immobilisations financières	59 474
. à moins d'un an	
. à plus d'un an	59 474

**Comptes de régularisation actif****Détail des charges constatées d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
CCA SAGE CIEL Logiciel Paye	01/01/2022		840		
CCA La MAISON DES POSSIBLES Abo	01/01/2022		5		
CCA ATEE Abo	01/01/2022		28		
CCA LA MAISON ECOLO Abo	01/01/2022		8		
CCA OBSERVER Abo	01/01/2022		22		
CCA ACTU ENVIRONNEMENT Abo	01/01/2022		169		
CCA GRENOBLE INVEST Loyers 1T2022	01/01/2022		6 054		
Total			7 127		

**Dettes****Mouvements des emprunts de l'exercice**

Désignation	Au début de l'exercice	Souscrits dans l'exercice	Remboursés dans l'exercice	A la fin de l'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	25 379		13 038	12 341
Emprunts divers				
Total	25 379		13 038	12 341

**Echéances des emprunts**

Désignation	Reste dû	A un an au plus	A plus d'un an à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Etablissements de crédit	12 341		12 341	
Emprunts et dettes financières divers				
Total	12 341		12 341	

**Comptes de régularisation passif****Détail des produits constatés d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
PCA SUBV.CONST D'AVANCE	01/01/2022		431 083		
Total			431 083		

**Autres informations****Rémunération du commissaire aux comptes :**

Montant comptabilisé au titre des diligences liées à la mission du contrôle légal des comptes annuels est de 4380 € TTC

**Détail des charges à payer**

Désignation	Montant
FFNP N'AIR'J Régule de charge	2 300
PITNEY BOWES Régul Loyers 2021	31
CAP HONO SOCIATOOL 2021	2 940
CAP HON AZ CONSULTANT ATTESTATION	2 100
CAP HONO AZ CONSULTANT SOLDE AUDIT	2 190
CAP SENANOVA Vidéo Fusion	5 430
CAP CONGES ET RECUP A PAYER	98 049
REGUL/SALAIRE 08/21 A. CROIZE	951
CAP CH/CONGES + RECUP A PAYER	36 248
REGUL/CH/SALAIRE 08/21 A. CROIZE	286
CAP TAXE/SALAIRES/CONGES et RECUP	5 883
Total	156 408

**Détail des produits à recevoir**

Désignation	Montant
PAR ATMO Courrier 2021	2 271
PAR ALEC Courrier 2021	1 237
PAR SPL ALEC Location autocom	719
PAR CAPV Défi culinaire	1 368
Total	5 595

**Engagements de retraite****Engagements en matière de retraite :**

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité légale de départ à la retraite.

Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant au calcul légale une méthode tenant compte de salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuellement retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 2%
- taux de croissance des salaires : 2%
- âge de départ : 67 ans
- taux de rotation du personnel : 1%
- table de mortalité : TV 88/90

Le montant des engagements pris en matière de retraite au 31 décembre 2021 est de 28 809 €, charges patronales comprises.

**Echéance des créances**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Participations et créances rattachées	47 605		47 605
Autres titres immobilisés	1 729		1 729
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 140		10 140
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	23 812	23 812	
Autres créances	940 327	940 327	
<b>Totaux</b>	<b>1 023 613</b>	<b>964 139</b>	<b>59 474</b>

**Echéance des dettes**

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits	12 341		12 341	
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	69 739	69 739		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	261 139	261 139		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	1 296	1 296		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	431 083	431 083		
<b>Total</b>	<b>775 598</b>	<b>763 257</b>	<b>12 341</b>	



**Provisions et dépréciations**

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'ex.	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges		47 378	4 919	2 466	49 831
Dépréciation	Sur immobilisations				
	Sur stocks et en cours				
	Sur usagers et comptes rattachés				
	Sur comptes financiers				
	Autres dépréciations				

**AGEDEN**

14 Avenue Benoît Frachon

38400 SAINT-MARTIN-D'HERES

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

Mesdames, Messieurs les adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Grenoble, le 13 mai 2022

Pour la SAS AZ CONSULTANTS  
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Mounir AROUI